Langues-cultures nationales et développement durable

Une contribution au PND 2018-2022 du Congo

Frydh ONDELE

Université Marien Ngouabi (Congo-Brazzaville)

https ://doi.org/10.17184/eac.7855

Résumé : Après l'indépendance, les dirigeants congolais ont mis en place diverses politiques sociales en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations, à l'instar du Plan National de Développement 2018-2022 du Président Denis Sassou-Nguesso. Ce plan est caractérisé par le manque de reconnaissance du rôle des langues et cultures locales dans l'enseignement en vue du développement durable. Or, en Afrique, l'insertion des langues locales dans le système éducatif suscite toujours de fortes tensions qui sont sanctionnées par des représentations favorables ou défavorables qui peuvent entraîner la réussite ou l'échec d'un éventuel programme. Ainsi, l'examen préalable des représentations des élèves, des enseignants et des parents paraît indispensable. Le présent travail révèle le chaînon manquant du PND 2018-2022 du Congo. Il analyse les représentations linguistiques des Congolais vis-à-vis de l'intégration des langues nationales dans l'enseignement et de leur officialisation et présente le rôle des langues locales dans l'alphabétisation et la formation des paysans pour le développement de la nation.

Mots-clés : Plan National de Développement, Développement durable, Système éducatif, Langues locales, Cultures locales

Introduction

Au sortir de l'indépendance, le Congo a mis en place diverses politiques sociales en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations. L'une des premières politiques fut l'industrialisation, avec le premier président Fulbert Youlou (1959-1963). Une autre vision du développement qui préconisait l'autosuffisance alimentaire en l'an 2000 fut introduite par l'actuel président Denis Sassou-Nguesso. Selon le Plan National de Développement 2018-2022, les actions du Gouvernement sont prioritairement orientées vers trois axes : le renforcement de la gouvernance, la réforme en profondeur du système éducatif et de la formation qualifiante et professionnelle, et

la diversification de l'économie. Toutefois, le processus de développement prôné ne fait pas manifestement mention de l'aspect linguistique qui se rapporte aux facteurs culturels. Dans ces conditions, les espoirs de développement de la nation demeurent un phénomène imperceptible et une illusion constante. Une prise en compte des langues nationales dans les programmes de développement de la nation s'avère nécessaire et incontournable. C'est dans ce contexte que la linguistique pour le développement doit faire valoir sa pertinence dans une société dans laquelle la contribution au développement de notre domaine d'étude (la linguistique) est méconnue. À ce propos, Métangmo-Tatou (2019 : 36) écrit :

> C'est pourquoi lorsque nous, spécialistes des sciences du langage, évoquions naguère notre participation à des projets de développement, c'est-à-dire la contribution au développement de notre champ de connaissance, il n'était pas rare que l'on nous lance des regards suspicieux, ou pire, amusés et condescendants. À qui donc voulions-nous faire croire qu'il existait un quelconque rapport entre la linguistique et le développement ?

Il ressort de ces constats, les questions suivantes : que pensent les Congolais de l'insertion des langues et cultures nationales dans l'enseignement en vue de rendre efficace la vision du chef de l'État ? Par conséquent, que pensent-ils de l'officialisation des langues nationales véhiculaires ? Dans le cadre de l'agriculture, quelle(s) langues devrait-on utiliser pour l'alphabétisation et la formation technique des paysans afin d'étendre son impact, et comment procéder ?

Les hypothèses suivantes peuvent être formulées : l'insertion des langues nationales dans l'enseignement contribuerait à l'amélioration de la qualité du système éducatif congolais. L'officialisation des langues nationales véhiculaires faciliterait la communication à toutes les couches sociales au Congo. La formation technique des paysans sans la prise en compte des langues que ces derniers parlent effectivement serait une entreprise vouée à l'échec.

Nos objectifs, à travers cette contribution, sont de présenter les représentations des Congolais vis-à-vis de l'insertion des langues locales dans le système éducatif et de l'officialisation des langues véhiculaires nationales ; de montrer le rôle inéluctable des langues locales dans le développement durable de la nation en articulation avec l'alphabétisation et la formation des paysans ; et de contribuer favorablement au PND 2018-2022 du Congo en révélant son chaînon manquant qui pourrait être intégré dans les PND à venir.

Pour répondre aux questions posées, nous nous sommes servi d'un outil et d'une technique de collecte de données à savoir le questionnaire et l'interview directive. Deux types de questions ont été formulées : les questions qui se rapportent au contenu (de fait et d'opinion) et celles qui se rapportent à la forme (structurée et non structurée)[1]. La population cible est constituée des acteurs de l'éducation (apprenants et enseignants) ainsi que les parents. Nous avons interrogé au total 630 personnes à

[1] *Cf.* Boukous, Ahmed (1999), « Le questionnaire », in *L'enquête sociolinguistique,* Calvet, Louis-Jean ; Dumont (dir.), Pierre, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 15-24.

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

travers la ville de Brazzaville. Les méthodes d'échantillonnage utilisées sont celles de l'échantillon aléatoire simple (les enquêtés sont sélectionnés au hasard) et de l'échantillonnage par grappes, la population de chaque arrondissement a été subdivisée en grappes partielles. Dans un arrondissement, nous avons choisi une ou deux écoles pour représenter l'ensemble des écoles et, dans chaque école, au lieu d'interroger tous les élèves ou tous les enseignants, nous avons sélectionné une partie d'entre eux. La même démarche a été appliquée pour l'ensemble des quartiers, ce qui permet une économie d'échelle dans les déplacements (Bruno Marien et Jean-Pierre Beau, 2003).

1 PND 2018-2022 du Congo et le paradigme oublié : la question linguistique

L'objectif principal du Plan National de Développement (PND) 2018-2022 du Congo est d'opérationnaliser la vision du Chef de l'État inscrite dans son projet de société « La marche vers le développement – Allons plus loin ensemble ». Ce projet trace l'orientation d'une nouvelle trajectoire de développement inclusif et durable et « place l'homme et la femme au cœur du développement » tout en assurant le « rôle stratégique de l'État dans la sphère économique et sociale ». Trois axes stratégiques sont visés dans ce PND :

- le renforcement de la gouvernance (politique, judiciaire, sécuritaire, administrative et économique et financière) ;
- la réforme en profondeur du système éducatif et de la formation qualifiante et professionnelle, en vue de valoriser le capital humain sous toutes ses dimensions morale, civique, intellectuelle et physique afin de construire le soubassement d'un développement durable et inclusif ;
- la diversification de l'économie basée sur les secteurs porteurs de croissance, notamment l'agriculture au sens large (agriculture, élevage, pêche, pisciculture, agroforesterie) en vue de renforcer la sécurité alimentaire et l'inclusion des pauvres et des femmes (surtout en zone rurale), le tourisme et l'industrie.

L'éducation étant un moteur de développement des sociétés, les efforts sont fournis à travers le monde pour la mise en place d'une éducation de qualité. En effet, la vision de la Stratégie sectorielle de l'éducation (SSE) adoptée par le Gouvernement congolais pour la période 2015-2025 s'inscrit dans celle construite dans « Le Chemin d'Avenir (2009-2016) »[2] où il est indiqué qu'« une population éduquée, dont une partie est bien formée dans différents domaines tels que ceux des sciences, des technologies et des techniques, est une population préparée à accélérer le développement de son pays ». Le Gouvernement congolais s'attèle à valoriser le capital humain en mettant en œuvre des programmes et stratégies pour renforcer l'enseignement moral, civique, intellectuel et physique pour tous.

Cependant, nous l'avons dit dans l'introduction, le processus de développement prôné ne fait pas mention de la question linguistique : il s'agit du paradigme oublié ou

[2]Projet de société du président Denis Sassou-Nguesso, pour le Congo de 2009-2016.

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

ignoré. Ces objectifs du PND 2018-2022 ne peuvent être atteints sans la prise en compte de l'analyse du code de communication qu'est la langue, outil par lequel se font l'éducation et la formation.

L. Vé Kouadio (2008, p. 185) montre que « la langue est souvent un chaînon manquant dans les programmes de développement ». Le PND du Congo en est une illustration. La langue étant un pilier pour le développement harmonieux et durable, on ne peut s'en passer dès lors qu'on envisage le développement de la nation. Les dirigeants congolais ne peuvent prétendre sortir le Congo du sous-développement dès lors que les langues nationales ne sont pas prises en compte dans les plans de développement. Cette prise en compte implique leur utilisation à l'école et leur valorisation dans tous les secteurs de la vie publique.

La majorité des apprenants congolais éprouvent d'énormes difficultés (d'expression et d'écriture) en français. Toutefois, les langues nationales (parlées par les apprenants dans les quartiers) demeurent marginalisées et mises à l'écart de toute situation d'enseignement-apprentissage. Et, les avantages de leur insertion dans l'enseignement ne sont plus à démontrer : harmonie société-école, facilitation de compréhension, d'expression et de développement, hausse du taux de fréquentation scolaire, etc. L'insertion des langues nationales congolaises dans le système éducatif est la condition sine qua non pour le développement du Congo.

2 Représentations linguistiques des Congolais

L'utilisation des langues nationales dans l'enseignement suscite toujours de fortes tensions, sanctionnées par des attitudes d'adhésion ou de rejet. C'est pourquoi, l'examen de la question de représentation des communautés sociales et des acteurs sociaux de l'éducation est une nécessité. Cet examen porte sur le recours aux langues nationales par les maîtres pour réexpliquer les notions mal comprises, et l'enseignement proprement dit en langues nationales.

2.1 Explication des notions ou leçons en langues nationales congolaises

Les difficultés de compréhension éprouvées par les apprenants amènent parfois les enseignants à recourir aux langues nationales pour réexpliquer certaines notions. Les apprenants sont largement favorables à cette pratique. Sur 341 apprenants ayant répondu à cette question, 256 sont pour, soit 75 % et 85 sont contre, soit 25 %.

Les représentations des enseignants se révèlent très favorables. Sur 100 enseignants ayant répondu à cette question, 86 ont donné un avis favorable ; 14 ont donné un avis défavorable. Il est important de signaler que 60,6 % des enseignants déclarent utiliser les langues nationales pour faire comprendre les leçons aux apprenants. Trois langues sont utilisées : le lingala est la langue la plus employée (63,6 %), suivi du kituba (33,4 %) et du laari (3 %).

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

Le tableau ci-dessous présente les résultats de cette situation :

Langues	Nombres	%
Lingala	42	63,6 %
Kituba	22	33,4 %
Laari	2	3 %
Total	66	100 %

Tab. 1 : Langues congolaises utilisées à l'oral par les enseignants

Nous avons eu des entretiens avec des enseignants qui nous ont appris que lors des séminaires, les formateurs les autorisent à recourir, en classe, aux langues que les enfants parlent au cas où ils ne comprenaient pas le français.

Chez les parents, les représentations sont encore plus favorables que chez les apprenants et les enseignants. Sur 150 parents ayant répondu à cette question, 138 ont donné un avis favorable, contre 12 ; soit 92 % contre 8 %.

Les réponses de tous les enquêtés sont représentées dans les graphiques ci-dessous :

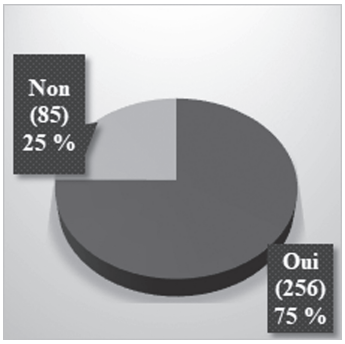


Fig. 1 : Explication des leçons en langues nationales (apprenants)

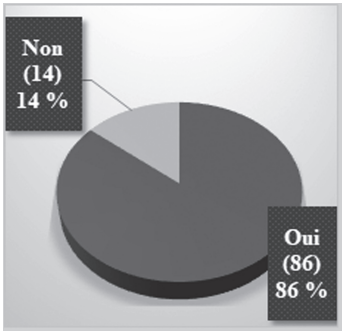


Fig. 2 : Explication des leçons en langues congolaises (enseignants)

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

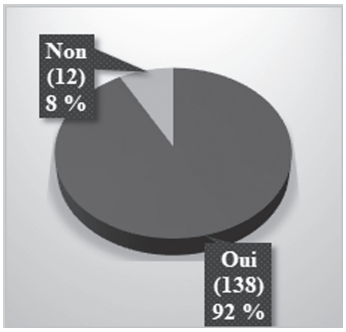


Fig. 3 : Explication des leçons en langues congolaises (parents)

Des 591 enquêtés ayant répondu à cette question, 480 ont donné un avis favorable, soit 81,22 % ; 111 ont donné un avis défavorable, soit 18,78 %. Partant de ces résultats, nous pouvons affirmer que les Congolais sont largement favorables à l'utilisation des langues nationales à l'oral par les enseignants dans les salles de classe.

2.2 Enseignement proprement dit en langues nationales

L'enseignement proprement dit en langues nationales semblerait se heurter à des résistances. Sur 368 apprenants ayant répondu à cette question sur l'usage des langues nationales comme langues d'enseignement, 186 ont donné un avis favorable (51 %) ; 182 sont contre (49 %). On peut constater l'infime différence entre les deux avis. Cela peut s'expliquer par le fait que le français émerge de plus en plus comme langue première (L1) de ces adolescents. En effet, 57,5 % de ces jeunes déclarent qu'ils ont la langue française comme L1 et l'affectionnent. Aussi, ils sont habitués à apprendre dans cette langue et ne sont pas prêts à accepter que les langues nationales soient utilisées comme langues d'enseignement.

Par contre, les enseignants quant à eux, comme à la question précédente, sont largement favorables. Sur 100 enseignants, 72 d'entre eux sont pour, soit 72 %. 28 sont contre, soit 28 %.

La majorité des parents ont réagi favorablement à ce sujet. Sur 157 parents, 71 % sont pour, soit 111 parents contre 29 %, soit 46 parents.

Les graphiques ci-dessous (Fig. 4, Fig. 5, Fig. 6) présentent les résultats obtenus.

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

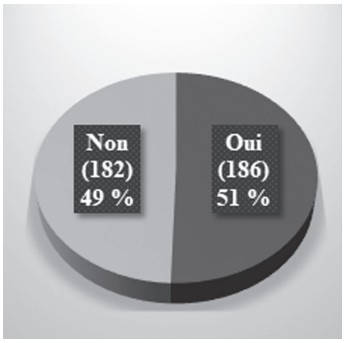


Fig. 4 : Enseignement en langues nationales congolaises (apprenants)

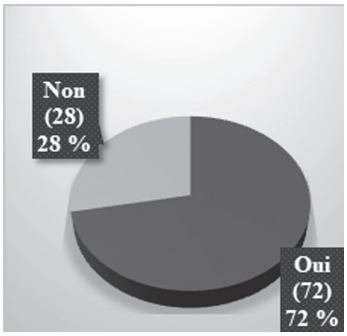


Fig. 5 : Enseignement en langues nationales congolaises (enseignants)

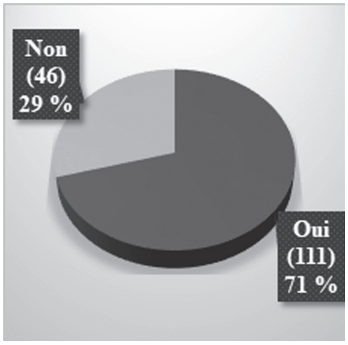


Fig. 6 : Enseignement en langues nationales congolaises (parents)

Au total, sur 625 enquêtés ayant donné leur avis sur la question, 369 sont pour (59,04 %) et 256 sont contre (40,96 %). Dans l'ensemble, on peut dire que la majorité des Congolais seraient favorables à l'idée d'introduire les langues nationales à l'école. Toutefois, le pourcentage de refus (40,96 %) n'est pas insignifiant, par conséquent n'est pas à minimiser.

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

2.3 Officialisation des langues nationales (lingala et kituba)

L'introduction des langues nationales à l'école en vue du développement durable doit être accompagnée de leur officialisation dans le cadre du fonctionnement de la société dans son ensemble (tribunal, administration, armée, etc.) afin de garantir l'avenir socio-professionnel des apprenants. C'est ce que nous retenons des propos d'A. Bentolila (2008 : 214) qui écrit :

> Quelles transformations concrètes peut-on attendre dans la société d'une école en amazigh [lingala, kituba] ? L'avenir social et professionnel des élèves en sera-t-il automatiquement changé ? Fort peu, si une telle décision n'est pas accompagnée par une transformation progressive de la communication publique. Une école en langue maternelle n'ouvre à ses élèves qu'un avenir incertain si, au dehors, les journaux, les tribunaux et l'administration restent les domaines exclusivement réservés aux langues dominantes. Ce serait faire d'une telle école un isolat identitaire, et cela constituerait une erreur.

La majorité des enquêtés sont pour l'officialisation des deux langues nationales véhiculaires (lingala et kituba). Les personnes adultes (parents et enseignants) le sont plus que les apprenants. Sur 157 parents enquêtés, 110 sont favorables et 47 sont défavorables. Quant aux enseignants, 68 d'entre eux sont pour, tandis que 32 sont contre.

Si chez les adultes l'écart entre les réponses positives et les réponses négatives est large, chez les enfants il est resserré. Sur 366 apprenants, 198 sont pour et 168 contre.

Les résultats obtenus sont présentés dans les graphiques ci-dessous :

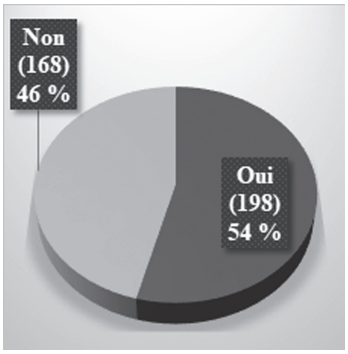


Fig. 7 : Officialisation du lingala et du kituba (apprenants)

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

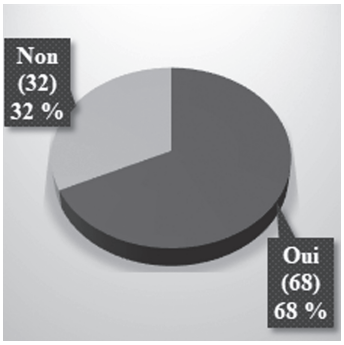


Fig. 8 : Officialisation du lingala et du kituba (enseignants)

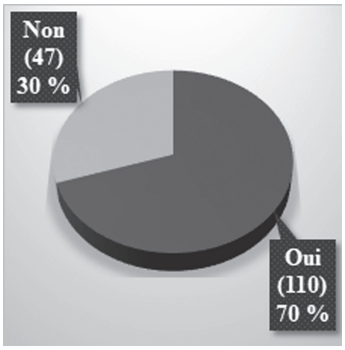


Fig. 9 : Officialisation du lingala et du kituba (parents)

En associant les réponses données par tous les enquêtés (élèves, enseignants et parents), soit 623 réponses, 376 sont pour l'officialisation du lingala et du kituba, soit 60%, alors que 247 sont contre, soit 40 %.

2.4 Argumentation sur l'officialisation et l'introduction des langues nationales dans l'enseignement

Plusieurs arguments pseudoscientifiques justifient ces avis ci-dessus évoqués.

2.4.1 Arguments favorables

Les raisons avancées par les enquêtés favorables à l'officialisation et à l'insertion des langues locales dans le système éducatif sont diverses. Ils attestent que les apprenants parlent et maîtrisent mieux ces langues par rapport au français, ce qui faciliterait la compréhension des notions enseignées et aussi permettrait aux enseignants de mieux expliquer les leçons. Un enseignant de philosophie au lycée "Thomas Sankara A", situé dans un quartier nord de Brazzaville où la langue dominante est le lingala atteste : « Les apprenants ont du mal à comprendre les cours expliqués en français. Nombreux de ces élèves préfèrent le lingala en classe que le français […] il est facile d'assimiler une leçon expliquée dans sa propre langue que dans une langue étrangère. » Une élève de la classe de 3^{e} affirme qu'elle serait d'avis que l'on enseigne en lingala

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

parce que dit-elle, « c'est la langue que je connais depuis mon enfance, c'est facile pour moi ».

Selon la Stratégie sectorielle de l'éducation (2015, p. 29-30), le faible taux de rétention au primaire est le résultat de forts taux de redoublement dans ce cycle. Ces redoublements très élevés et abandons sont des indicateurs de la faible efficacité interne du système. Au secondaire, les résultats aux différents examens d'état (BEPC, Bac, etc.) sont souvent en dessous de 50 %. Selon le PND 2018-2022, l'enseignement supérieur public est caractérisé par son faible rendement interne avec les taux élevés de redoublement et d'abandon. En favorisant l'harmonie entre la vie scolaire et la vie extra-scolaire de l'apprenant et, en facilitant la compréhension, l'intégration des langues nationales dans le système éducatif congolais réduirait ces taux élevés de redoublement et d'abandon qui le caractérisent.

Certains enquêtés, à l'instar de ce parent d'élève, affirment : « dans les autres pays, on enseigne dans leurs propres langues, pourquoi pas chez nous ? Ce sont nos langues, elles expriment notre identité, notre personnalité. » Un autre parlant de la valorisation des langues nationales déclare que « ce n'est que dans l'enseignement que la langue peut avoir du succès ». Le prestige et l'extension de la langue française constituent un obstacle pour la valorisation et la promotion des langues nationales congolaises ; ainsi, leur insertion dans l'enseignement permettrait de valoriser et de promouvoir, non seulement ces langues, mais aussi les cultures et l'identité nationales en vue du développement de la nation. Cela se reflète dans les propos d'un lycéen qui pense que ces langues « sont nos propres langues et nous devons les soutenir pour le progrès de notre État, car notre pays est déjà indépendant ». Dans cette perspective, un parent pense que « ça nous permettrait d'être indépendant du point de vue de la langue ».

D'autres enquêtés affirment que l'officialisation des langues nationales permettrait de faciliter la communication dans les administrations et aussi de renforcer l'unité nationale. Tel est le cas d'un parent qui déclare : « ce serait mieux qu'on utilise nos langues comme langues officielles pour faciliter les conversations et aussi renforcer l'unité du peuple, au lieu du français comme langue officielle alors que c'est une langue importée ».

Il faut aussi signaler que ces langues nationales sont utilisées à la radio et la télévision nationales et, tout comme la langue française, elles sont en mesure d'assurer le statut de langue officielle. Dans ce contexte, certains enquêtés ont souligné la possibilité, pour un pays, d'avoir deux ou trois langues officielles. Nous pouvons citer à ce sujet, les propos d'un parent d'élève : « un pays peut avoir deux ou trois langues officielles, c'est pourquoi le lingala et le kituba peuvent aussi être les langues officielles du Congo ».

2.4.2 Arguments défavorables

Les arguments évoqués par ceux qui ont exprimé un avis défavorable sont aussi multiples. En effet, du point de vue communicationnel et sociolinguistique, les enquêtés pensent que ces langues nationales sont peu connues de certains enseignants et apprenants ; du nord au sud on ne s'exprime pas dans une seule langue. De ce fait, ceux qui ne connaissent pas les langues nationales éprouveraient de difficultés à étudier dans celles-ci. En sus, le registre soutenu du lingala et du kituba seraient difficiles

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

à comprendre par les apprenants et, il serait difficile qu'ils arrivent à lire et écrire dans ces langues. À ce propos, un parent exprime son refus en ces termes : « ça serait difficile, car à l'école ils utiliseraient le lingala et le kituba compliqués [soutenus]. »

Toujours sur cette lancée, les enquêtés ont soulevé la question du manque d'équipement des langues nationales, comme ce parent qui pense que « les enseignants et les apprenants manqueraient d'instruments pédagogiques pour les accompagner ». Un enseignant de sciences physiques a évoqué la raison selon laquelle « la langue kituba n'est pas riche en dictionnaires ». Selon eux, il n'y aurait pas de documents dans ces langues et elles ne seraient pas adaptées aux domaines scientifiques à cause de leur vocabulaire limité.

L'inquiétude au sujet de la place que l'on accorderait à la langue française est aussi l'une des raisons qui motive le refus de l'intégration des langues nationales dans l'enseignement. D'après certaines personnes, cela constituerait un obstacle à l'apprentissage du français. Nous pouvons lire cette inquiétude dans les propos de ce collégien : « parce que si nous apprenons par exemple le lingala, nous risquons d'oublier le français. Et lorsque, nous parlons aux étrangers, nous devons parler en français. Donc ce serait mieux que l'on enseigne à l'école en français ».

Ensuite, sur les plans intellectuel et socioprofessionnel, cela ne serait pas bénéfique pour les apprenants, car ces langues n'offrent pas d'opportunités à l'échelle mondiale à cause de leur faible extension géographique. Dans cette perspective, certains enquêtés, notamment les élèves, ont justifié leur refus en ces termes : « ces langues ne faciliteraient pas la tâche à l'étranger, car la formation scolaire doit être internationale ». « Ces langues ne sont pas parlées à l'échelle internationale ; les élèves une fois à l'étranger, auront du mal à s'exprimer » « Ça va nous emmener nulle part ».

Enfin, sur le plan socio-historique, le français est une langue neutre qui joue le rôle d'unification des populations du nord et du sud du pays, car elle est la langue de l'ex colonisateur, celle qu'on a toujours utilisée dans le système éducatif. À titre illustratif, un parent déclare que « pour éviter le tribalisme, je préfère le français comme langue officielle ». Un élève justifie son refus comme suit : « on est déjà habitué avec le français. »

Tels sont les différents arguments pseudoscientifiques avancés par les élèves, les enseignants et les parents congolais pour justifier leurs avis favorables ou défavorables à l'égard de l'officialisation et de l'intégration des langues nationales dans le système éducatif congolais.

3 Langues, agriculture, alphabétisation et formation des paysans

En ce qui concerne l'agriculture, le PND 2018-2022 du Congo indique que les méthodes utilisées pour le développement consistent en la mise en place des formations techniques des paysans pour renforcer leurs compétences afin de tendre vers une meilleure productivité. Ce qui suppose que si l'objectif de la formation n'est pas atteint, les attentes pour une meilleure productivité en vue du développement ne se réaliseraient pas, et la pauvreté puis le sous-développement ne sauraient être éradiqués.

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

La notion de formation fait appel à celle de communication qui peut être entendue comme le partage du savoir destiné à atteindre un consensus pour l'action, en prenant en compte les intérêts, les besoins et les capacités de tous ceux qui sont concernés (J. Servaes et P. Malikhao, 2007, p. 1). Intervient ici, la notion de la communication pour le développement dont les spécialistes prônent le dialogue, le partage des connaissances et des informations entre peuples et institutions. Ainsi, la problématique linguistique qui se pose ici est de savoir dans quelle(s) langue(s) l'encadrement des paysans doit-il se faire ? Est-ce en français ou dans l'une ou l'autre des langues du répertoire du paysan ? Le paysan est-il obligé d'apprendre la langue française pour suivre une formation qui contribuerait au développement de son activité ? Si les formations s'effectuent en français, l'impact réel de la formation serait remis en cause puisque ces paysans sont pour la plupart analphabètes et leur niveau de français est pour ainsi dire nul. Aussi, l'analphabétisme constitue un écueil pour la formation technique des paysans. Ces derniers doivent être alphabétisés et formés dans des langues locales qu'ils parlent déjà afin de faciliter la mémorisation et la prise de notes. Citons à ce sujet J. Brunet-Jailly (1991 : 326) qui pense que :

> L'écriture est donc nécessaire et primordiale. La récente « découverte » de l'alphabétisation en langue locale, comme condition de la participation de la population aux opérations de développement le montre bien : la maîtrise effective des tâches les plus simples passe par l'écriture. Mais on sait aussi quelles sont les difficultés : il s'agit d'introduire à la fois les mots nouveaux et les concepts nouveaux. Ces difficultés sont considérables […].

Au Burkina Faso par exemple, pour faire sortir le pays de la pauvreté, les formations techniques en milieu rural se faisaient souvent en français. I. Diallo (2008) s'est posé les questions de savoir si le fait de dispenser les formations techniques principalement en français n'a pas une incidence sur leur efficacité, et si cela ne limite pas leur impact et ne met pas en péril la pérennisation des acquis. Il montre que l'incidence de ces formations semblent être compromise par des barrières linguistiques entre les formateurs et les personnes censées bénéficier de leur enseignement. La possibilité de recourir à un interprète ou traducteur est confrontée aux contraintes de traduction qui sont d'ordres linguistique et culturel. Diallo souligne que l'analphabétisme (en français ou en langue locale) réduit donc considérablement les chances de tirer profit des formations techniques spécifiques quand les personnes à former ne sont pas aptes à prendre note. Nous pensons comme H. Tourneux (2008 : 10) que :

> Le paysan du Niger [du Congo] a-t-il envie ou besoin d'être mêlé à une guerre de langues ? Ses activités habituelles l'exigent-elles ? A-t-il un intérêt quelconque à devenir un pion de plus sur l'échiquier de la francophonie ? Ou plutôt, n'aspire-t-il pas à vivre mieux, dans de bonnes conditions de sécurité physique, intellectuelle et morale ? La solution linguistique la plus économique pour lui, n'est-elle pas, dans toutes les activités de la vie quotidienne, de pouvoir faire usage de sa propre langue ou de l'une des langues de son répertoire ? Devrait-il obligatoirement en passer par l'apprentissage d'une langue étrangère [du français] pour se développer ?

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

Dans le cas du PND 2018-2022 du Congo, la formation technique des paysans en agriculture a été faite par les chefs de secteurs agricoles (CSA) qui sont des spécialistes de l'agronomie, nommés par le Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Le « secteur » couvre tous les villages d'un district dans un département donné. Une fois sur le terrain, les CSA recensent les associations coopératives des paysans et travaillent en collaboration avec ceux-ci dans le but de les aider à atteindre une meilleure productivité. Malheureusement, les formations semblent avoir été confrontées à des barrières linguistiques, puisque la langue de formation n'est pas celle que les paysans parlent et l'analphabétisme a constitué un obstacle pour la prise de notes en vue de la pérennisation des savoirs acquis par ces derniers. À titre illustratif, dans le département de la Sangha au nord du pays, précisément dans le district de Souanké, le CSA ne parle pas les langues locales des paysans et, pour contourner cette difficulté, il a utilisé comme interprètes, certains membres de son bureau qui maîtrisent le lingala et/ou le français et les langues des paysans. Dans ce cas, les contraintes de traduction ne sont plus à démontrer.

Selon Zouogbo (2019, p. 230), pour que l'aide au développement apportée aux populations les plus fragiles soit efficace, il faut améliorer la communication en se basant sur les langues locales. Pour une formation technique des paysans congolais, la solution la plus économique serait donc de faire recours aux langues parlées quotidiennement par ces derniers. Le paysan n'est pas obligé d'apprendre le français pour suivre une formation qui contribuerait à son développement, et n'est pas non plus obligé d'être alphabétisé en français. Pour la réussite d'une telle entreprise et pour les besoins d'amplification des langues locales, le linguiste devient incontournable ; il doit être impliqué dans les projets de développement dans le but d'améliorer la communication afin de faciliter l'implication efficace des populations concernées.

Pour étayer notre propos, nous partons de l'exemple de la Fondation Niosi, une association ayant pour objectif d'aider à faire de la République du Congo un État de droit et de démocratie. En partenariat avec Initiative Développement, une association de solidarité internationale, la Fondation Niosi a procédé au sud du pays, à la formation des paysans en agriculture en langue locale, dans le district de Louingui en 2010 et dans les districts de Boko et Loumo en 2011. Aussi, une aide-mémoire sur la décentralisation, le développement local, la démocratie locale et la citoyenneté a été traduite et expliquée aux populations rurales en kikongo (langue parlée par ces populations) par les linguistes et d'autres personnes, membres de cette fondation. La langue locale trouve, de ce fait, sa place dans le processus de développement local. Nous pensons que ce cas est un bel exemple à suivre pour les prochains PND du Congo, car le développement durable est un développement inclusif, devrait tenir compte des réalités sociales, des pratiques langagières des populations concernées, de la diversité linguistique et culturelle.

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

Conclusion

Le PND 2018-2022 du Congo fait abstraction d'une question essentielle au centre même du développement durable : les langues locales. L'éducation de qualité et la formation des paysans en vue du développement durable ne peuvent être atteintes si l'on continue d'ignorer les langues nationales. Le gouvernement congolais doit prendre à cœur la question de l'enseignement en langues nationales. Il doit mettre tous les moyens en place pour que les linguistes et les spécialistes de l'éducation élaborent les stratégies d'insertion des langues et cultures nationales dans l'enseignement pour un décollage certain et durable.

Il est vrai que le poids de l'aliénation linguistique a renforcé le prestige du français dans la société congolaise, toutefois, les Brazzavillois que nous avons interrogés sont pour la plupart (environ 60 %) favorables à l'insertion des langues et cultures nationales dans le système éducatif ainsi qu'à l'officialisation des deux langues nationales véhiculaires. C'est normal qu'il y ait des avis contraires. Mais, que le « oui » l'emporte sur le « non », c'est déjà un pas, un avantage. Pour ce faire, il faudrait mener des campagnes de sensibilisation de la population et expliquer la nécessité d'une telle entreprise afin de surmonter en grande partie, les réticences et les résistances de certains Congolais. Cela dit, le travail se situe au niveau de l'acteur politique qui doit enfin faire preuve de volonté et de courage pour décider afin de faire avancer les choses.

Le développement participatif et durable auquel aspire le gouvernement congolais doit nécessairement passer par l'officialisation et l'intégration des langues nationales dans le système éducatif. Pour renforcer les compétences des paysans afin de faire d'eux les acteurs du développement national, l'alphabétisation et la formation technique doivent obligatoirement se faire dans les langues que ces derniers parlent. Au cas contraire, le développement prôné est une illusion constante.

Références bibliographiques

Bentolila, Alain (2008), « Langue maternelle et scolarisation au Maroc », in Tourneux, Henry (dir.), *Langues, cultures et développement en Afrique,* Éditions Karthala, Paris, p. 211-216. ISBN : 978-2-84586-985-1

Boukous, Ahmed (1999), « Le Questionnaire », in Calvet, Louis-Jean ; Dumont, Pierre (dir.), Paris, *L'enquête sociolinguistique,* L'Harmattan, p. 15-24. ISBN : 2-7384-7668-6

Brunet-Jailly, Joseph (1991), « La contribution des langues au développement : un parti et une application au domaine de la santé », *Cahiers des Sciences Humaines* 27 (3-4), p. 315-341.

Diallo, Issa (2008), « Langues nationales et efficacité de la formation technique des paysans du Burkina Faso », in Tourneux, Henry (dir.), *Langues, cultures et développement en Afrique,* Éditions Karthala, Paris, p. 171-184. ISBN : 978-2-84586-985-1

Haïdara, Lamine Mamadou (2000), « Introduction des langues nationales dans l'enseignement : Attitude des maîtres de Bamako *», Nordic Journal of African Studies* 9 (3), p. 49-65.

Juillard, Caroline (1991), « Comportements et attitudes de la jeunesse face au multilinguisme en Casamance (Sénégal) », *Cahiers des Sciences Humaines* 27 (3-4), p. 433-456.

Métangmo-Tatou, Léonie (2019), *Pour une linguistique du développement. Essai d'épistémologie sur l'émergence d'un nouveau paradigme en sciences du langage,* Québec, Éditions sciences et bien commun.

République du Congo (2007), *Système éducatif congolais : Diagnostic pour une revitalisation dans un contexte macroéconomique plus favorable.*

République du Congo (2015), *Stratégie sectorielle de l'éducation 2015-2025,* Brazzaville.

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations,* Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

République du Congo (*2018), Plan National de Développement 2018-2022.*

Sassou-Nguesso, Denis (2009), *Le chemin d'avenir, de l'espérance à la prospérité,* Projet de société de Denis Sassou-Nguesso, pour le Congo de 2009-2016.

Sassou-Nguesso, Denis (2016), *La marche vers le développement, allons plus loin ensemble,* Projet de société de Denis Sassou-Nguesso, pour le Congo de 2016-2021.

Servaes, Jan ; Malikhao, Patchanee (2007), « Communication et développement durable », *Communication et développement durable,* Sélection d'articles présentés lors de la 9e table ronde des Nations Unies sur la communication pour le développement, FAO, Rome. ISBN : 978-92-5-205883-0

Tourneux, Henry (2008), « Introduction », in Tourneux, Henry (dir.), *Langues, cultures et développement en Afrique,* Éditions Karthala, Paris, p. 9-18. ISBN : 978-2-84586-985-1

Vé Kouadio, Lydie (2008), « Nous voulons "connaître papier", ou l'engouement de la femme toura pour l'alphabétisation en langue locale », in Tourneux, Henry (dir.), *Langues, cultures et développement en Afrique,* Éditions Karthala, Paris, p. 185-210. ISBN : 978-2-84586-985-1

Zouogbo, Jean-Philippe (2019), « Mieux communiquer pour une plus grande efficacité de l'aide au développement en Afrique subsaharienne francophone », in Boudet, Martine (dir.), *Les langues-culture, moteurs de démocratie et de développement,* Les éditions du croquant, p. 225-240. ISBN : 9782365122115

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406